Aux racines de l'antisémitisme

eux « décennies noires ». L'expression n'est pas exagérée pour qualifier la situation des citoyens français de confession juive au début du XXIe siècle. La détérioration de leur condition, comme l'attestent les chiffres des agressions dont ils sont la cible, coïncide avec la seconde Intifada de l'an 2000. Elle a réveillé une forme d'antisémitisme « culturel » au sein d'une partie de la population de tradition musulmane, dans un pays où le ciment républicain a de plus en plus de mal à contenir les revendications identitaires. Les juifs paient également, ici comme ailleurs, un lourd tribut au terrorisme djihadiste en France, notamment avec les attentats de l'école de Toulouse, en 2012, puis de l'Hyper Cacher, en 2015.

Mais réduire l'antisémitisme à un choc de civilisations serait une erreur. Ce mal irrigue toute notre histoire, prenant au fil du temps des formes différentes, du séculaire antijudaïsme chrétien aux expressions les plus radicales de l'antisionisme moderne. Aujourd'hui encore, venus de l'extrême droite ou de l'extrême gauche, certains réseaux entretiennent les théories complotistes qui alimentent la haine d'Israël ou provoquent les profanations de cimetières. Pas une semaine ne passe sans que survienne un drame ou qu'éclate une polémique.

Cette actualité de l'antisémitisme a conduit La Croix à tenter d'en comprendre les ressorts. Au-delà de la menace des groupes militants minoritaires, le développement d'Internet et des réseaux sociaux pose une question inédite. Avec le développement d'une culture de la transgression qui autorise toutes les dérisions, avec la diffusion planétaire des contre-vérités, on assiste à ce qui s'apparente à une dangereuse convergence des antisémitismes.

Bernard Gorce et Clémence Houdaille



Les menaces et violences visant les juifs progressent depuis deux décennies. «La Croix» a enquêté sur ces antisémitismes très divers mais qui semblent désormais s'alimenter et même converger.

La convergence des haines

La peur

« Savez-vous où sont enterrés vos arrière-grands-parents?» Jacques Wolff met vite un terme à l'embarras qui suit la question et, tout en poussant la grille du cimetière, qu'il vient de décadenasser, il poursuit. « Pour moi, c'est simple. Il y a ici mes parents, mes grands-parents, mes arrièregrands-parents... » Les tombes sont là mais, comme des dizaines d'autres, celles de la famille Wolff gisent dans l'herbe, fracassées. En février 2015, le cimetière juif de Sarre-Union (Bas-Rhin) a été vandalisé par une poignée de jeunes de ce village alsacien. Ils ont été jugés en 2017, mais la procédure de réparation, elle, s'éternise, et ce beau cimetière qui domine les boucles de la Sarre a toujours des allures de champ de ruines (1). Une deuxième mort, pour ces défunts. Ou plutôt une énième mort, car le cimetière a déjà été profané à plusieurs reprises. Avantguerre, Sarre-Union comptait environ 500 habitants de confession juive, le tiers de la population. Aujourd'hui, Jacques Wolff est le dernier des juifs. Il veille sur le cimetière, médite sur le silence de la population, et attend la prochaine profanation.

Ce sont également des pierres que nous montre Alain Bensimon sur le seuil de la synagogue de Garges-lès-Gonesse (Val-d'Oise), au nord de la capitale. Les fenêtres des premiers étages de l'immeuble qui fait face au lieu de culte sont murées. Bientôt, la barre sera détruite. Un soulagement pour la communauté juive. C'est de là que, régulièrement, partaient des projectiles. Au mieux des pots de

yaourt, au pire des cocktails incendiaires. Les parents Bensimon, arrivés d'Algérie en 1954, s'étaient installés dans les premiers immeubles qui poussent alors au milieu des champs. Au début des années 1980, Alain Bensimon fait construire son pavillon à Garges, où vit une communauté juive de près de 800 familles. Ne restent plus, aujourd'hui, que les retraités. «Les autres sont partis à Sarcelles où la communauté est plus organisée, plus solide. Ici, depuis le début des années 2000, c'est devenu très difficile. Que ce soit en raison d'un événement en Palestine ou d'un accident de scooter dans le quartier, cela nous retombe toujours des-

Aujourd'hui, Jacques Wolff est le dernier des juifs. Il veille sur le cimetière, médite sur le silence de la population, et attend la prochaine profanation.

En Alsace comme dans le Vald'Oise, bien des explications permettent d'éclairer la migration des communautés juives. Attrait de la ville des Ashkénazes ruraux du Grand Est, ascension sociale des Séfarades de région parisienne qui déménagent, quand ils le peuvent, vers l'Ouest parisien (la dernière synagogue consistoriale de Saint-Denis a fermé ses portes en 2018).

repères

Les chiffres de l'antisémitisme

A la fin des années 1990, on recensait moins d'une centaine de menaces ou d'actions à caractère antisémite par an.

En 2000, le chiffre s'envole à

744. Il a connu depuis des variations mais il n'est jamais redescendu sous la barre des 300 actes. Il y a donc bien eu un palier franchi il y a vingt ans, lié notamment à la deuxième Intifada de 2000.

2018 a enregistré une augmentation de 74 % des actes antisé-

mites et cette tendance devrait être la même en 2019. Le président du Crif a récemment annoncé le chiffre provisoire de 76 % au premier trimestre 2019.

Le nombre de menaces ou d'actes est très élevé, rapporté

pic de départs de juifs vers Israël.

En 2014, il étaient 7 200. L'alya a

au faible poids de la communauté juive (environ 500 000 personnes, moins de 1% de la population française).

Un gros effort a été fait depuis 2015 pour inciter les victimes à porter plainte et l'État a entrepris depuis une formation des fonctionnaires de justice et de police. L'augmentation des actes recensés traduit donc aussi une réactivité collective.

En quinze ans, douze personnes ont été tuées parce que juives: Sébastien Selam (1) et Ilan Halimi (2003); les quatre victimes de l'attentat de Toulouse dont trois écoliers (2012); les quatre victimes de l'attaque de l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes (2015); deux femmes retraitées assassinées à Paris, Sarah Halimi (2017) et Mireille Knoll (2018).

(1) Tué à 23 ans à Paris en 2003 par un voisin reconnu « pénalement irresponsable » et interné dans une structure psychiatrique.

Mais la somme des explications ne comble pas une faille qui mène aux abysses. Pourquoi, en ce XXIe siècle, se manifeste encore tant de haine des juifs? «Si rien ne change, il n'y aura plus de juifs en France dans une génération », provoque à dessein Danny Trom. Francis Kalifat, le président du __ La haine Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif). Après l'attentat de Toulouse en mars 2012, la France a connu un

depuis retrouvé un rythme plus mesuré, environ 2 000 personnes par an. «Ce n'est pas le nombre de départs qui compte, mais le fait qu'il n'y a pas un seul juif qui ne s'est pas demandé s'il devrait partir un jour », insiste le sociologue

Les enquêtes d'opinion montrent pourtant avec constance une progression de la bienveillance à leur égard. Selon l'édition 2017 du baromètre Ipsos pour la Commission nationale consultative des droits de l'homme, 91 % des personnes interrogées pensent que les juifs sont des Français comme les autres. La proportion n'est que de 81% pour les musulmans et 64 % seulement pour les Roms. Selon Brice Teinturier, d'Ipsos, un élément vient toutefois atténuer cette évolution positive, la persistance des clichés sur les juifs censés former un groupe homogène, entretenant un fort rapport à l'argent et une proximité avec le pouvoir et les médias. «J'ai réalisé en 2005 une étude qui donnait exactement les mêmes résultats que vingt ans auparavant. Cela traduit bien une spécificité de l'antisémitisme par rapport aux autres formes de racisme. Les juifs sont à la fois un groupe qu'on peut être enclin à inférioriser, mais en même temps à surévaluer.»

Cette dimension psychologique apparaît comme une constante d'un antijudaïsme travaillé par la crainte, l'envie, la jalousie. Elle est un ressentiment paranoïaque, écrit l'historien Pierre-André Taguieff qui parle d'une haine «ontologique »: les juifs sont haïs parce qu'ils sont juifs, avant même de l'être pour telle ou telle raison. Le psychanalyste Daniel Sibony explique cette singularité par l'histoire même d'un peuple d'Israël qui «a apporté Dieu». «Les juifs, dit-il, sont les premiers à prétendre que ce rôle les distingue, a fait d'eux des gens différents, et cela provoque chez les non juifs une forme de déni. On accepte mal de n'être pas à leur place.»

Si l'antisémitisme est « aussi vieux que le judaïsme », comme le résume Danny Trom, il a toutefois pris, tout au long de l'histoire •••

Le cimetière juif de Sarre-Union, dans le Bas-Rhin, quelques jours après avoir été vandalisé, en février 2015. Patrick Hertzog/AFP



••• européenne, des formes différentes, à commencer par le vieil antijudaïsme chrétien (lire page 19). Au XVIIIe siècle, la pensée des Lumières qui portait en germe la sécularisation des Temps modernes, n'échappe pas non plus à l'examen : « Je ne suis pas contre les juifs mais contre le type de piété dont ils sont les inventeurs et qui trouve dans le christianisme sa forme la plus aboutie», écrit Voltaire. Avec la révolution industrielle du XIX^e siècle, un antisémitisme économique se développe dans certains courants socialistes (Charles Fourier...) qui associent les juifs au capitalisme international et au pouvoir des banques, comme celle des frères Rothschild qui ouvre en 1817 à Paris. À droite, l'antirépublicain Édouard Drumont, auteur du best-seller La France juive (1886), est le héraut d'un nationalisme exacerbé qui s'exprime lors de l'affaire Dreyfus. Tout au long de ce siècle, le déve-

loppement des idéologies racistes coïncide quant à lui avec le développement des grandes découvertes biologiques et fera le lit du nazisme en Allemagne.

L'entreprise d'extermination des juifs durant la Seconde Guerre offre ensuite une nouvelle prise à l'antisémitisme: le négationnisme. Les écrits de Robert Faurisson (mort en 2018) accompagnent ainsi l'essor du Front national de Jean-Marie Le Pen qui vit dans l'existence des chambres à gaz un « détail » de l'histoire. Enfin, la création de l'État d'Israël a nourri un antisionisme qui n'est pas seulement la critique de la politique de l'État hébreu mais sa négation (lire page 21).

Les antisémitismes se croisent, s'alimentent. Un exemple : Le Protocole des Sages de Sion, ce faux qui prête aux juifs un plan de domination du monde, rédigé par les services secrets du tsar russe au XIX° siècle, alimente dé-

sormais les thèses complotistes dans le monde arabo-musulman. Les thèses des uns nourrissent ainsi la propagande des autres. À l'heure où Internet permet une diffusion inédite des thèses haineuses ou complotistes, la coexistence des antisémitismes crée depuis maintenant deux décennies un contexte particulièrement anxiogène.

Extrême droite

Le 5 novembre 2019, les gendarmes découvrent une centaine de tombes taguées de croix gammées dans le cimetière juif de Westhoffen, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Strasbourg. Il s'agit du troisième cimetière juif visé en un an. En février 2019, alors que le chef de l'État se rendait dans celui de Quatzenheim, France 3 Alsace a dû fermer sa couverture de l'événement sur sa page Facebook, ne parvenant plus «L'histoire de la bonne intégration des juifs en Alsace, qui fut une terre d'accueil, a basculé entre les deux guerres sous l'influence des mouvements antisémites germaniques.»

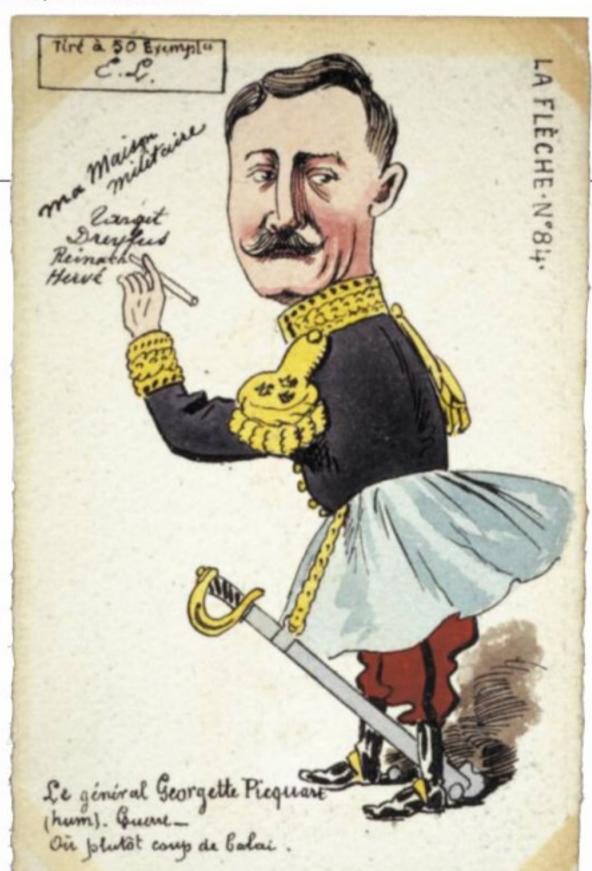
à maîtriser les réactions haineuses contre les juifs. Maurice Dahan, président du consistoire du Bas-Rhin, s'inquiète de ce climat qui ne concerne pas seulement les cimetières ruraux. Ces derniers mois, des bâtiments publics ont été visés, le domicile d'un maire a été couvert d'inscriptions anti-migrants et antisémites, tandis que le préfet, Jean-Luc Marx, est pris à partie sur les réseaux sociaux. Le spécialiste du judaïsme alsacien Freddy Raphaël témoigne avoir été réveillé en pleine nuit par des coups de fil menaçants. Le sociologue reçoit aussi des lettres lui reprochant de «souiller» l'Alsace.

La région n'est pas la seule concernée, mais le phénomène y est plus sensible du fait de son passé et de la proximité avec l'Allemagne. «L'histoire de la bonne intégration des juifs en Alsace, qui fut une terre d'accueil, a basculé entre les deux guerres sous l'influence des mouvements antisémites germaniques», rappelle Freddy Raphaël. Après l'annexion de la région et sa soumission à une très forte propagande nazie, tous les liens tissés ont été rompus. Et à leur retour, en 1945, les juifs n'ont pas toujours

Suite page 18. • •

Caricature du général Marie-Georges Picquart pendant l'affaire Dreyfus.

François Lochon/Gamma



Une de La Libre Parole, journal de l'antirépublicain Édouard Drumont. Dixmier/Kharbine-Tapabor



• • • Suite de la page 17.

été bien accueillis. Aujourd'hui, ce passé insuffisamment interrogé par un travail de mémoire et d'histoire continue de peser sur les consciences. «Après chaque profanation, il n'y a pas d'approbation de la collectivité environnante mais une volonté de se terrer dans le silence», explique Freddy Raphaël.

«On assiste à une progression de l'extrême droite violente qui tient des discours de haine décomplexés.»

La situation de part et d'autre du Rhin n'est certes pas comparable. Les sympathisants des thèses nazies en Allemagne sont estimés à environ 25 000 personnes et constituent un réseau plus menaçant que chez nous, comme l'a illustré la récente attaque de la synagogue de Halle par un jeune de 27 ans, faisant deux morts. «Les groupes néonazis en France représentent environ 300 personnes », évalue le député du Vaucluse Adrien Morenas (LREM), rapporteur d'une commission d'enquête parlementaire sur le sujet. « Cette ultra-droite est résiduelle, analyse-t-il, mais c'est son audience qui interpelle. Les actifs sont des jeunes souvent de milieux populaires, peu structurés, mais ils sont récupérés par des têtes pensantes, qui ont un réel pouvoir d'influence. »

Lors des travaux de la mission d'enquête, l'une d'elles, Yvan Benedetti, porte-parole du Parti nationaliste français, a été auditionnée. Devant les députés, il affirme que Faurisson a fait «un travail très sérieux » avant de remettre en cause la Shoah. « C'est complètement bidon, ces six millions de morts!», lance l'ex-président de l'association dissoute, L'Œuvre française. L'audition a eu lieu à huis clos mais la commission a décidé de transmettre à la justice ces propos négationnistes et la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra) a saisi la justice.

A la tête de la délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine LGBT (Dilcrah), le préfet Frédéric

Potier souligne qu'en Allemagne, 90 % des actes antisémites sont le fait de l'extrême droite. Ce n'est pas le cas en France, mais il y a toute une nébuleuse active sur Internet qui répand les thèses suprémacistes (supériorité de la «race» blanche). «On assiste à une progression de l'extrême droite violente qui tient des discours de haine décomplexés », assure le préfet. Ces réseaux reprennent la thèse du «grand remplacement» popularisée en 2010 par l'écrivain Renaud Camus pour dénoncer l'immigration. Si les actions des militants identitaires visent d'abord les étrangers, ils s'en prennent aussi aux juifs supposés tirer les ficelles de ce complot contre l'Occident. Devant la commission parlementaire, le spécialiste de l'extrême droite Nicolas Lebourg a rappelé que le « grand remplacement » n'est pas une invention de Renaud Camus. « Ce sont d'anciens membres des Waffen SS qui, dans les années 1950, ont développé la théorie selon laquelle les juifs provoquent la destruction de l'Europe par le métissage et ainsi le remplacement de la population pour imposer la "dictature juive mondiale" par le biais de l'Organisation des Nations unies.»

Extrême gauche

L'antisémitisme trace aussi un sillon au sein de la gauche radicale. La prise en otages d'athlètes israéliens lors des JO de Munich en 1972 a marqué un tournant, explique l'historien Thomas Maineult, spécialiste de la question palestinienne. « Certains militants trotskistes ne condamnent pas alors l'attentat, publient des articles qui justifient le recours aux armes contre un État colonisateur. On ne peut pas qualifier ces intellectuels d'antisémites, mais ils sont à la limite. » En 1987 éclate la première Intifada suivie de la seconde, en 2000, qui vont provoquer en France une montée des agressions antisémites, sous prétexte d'antisionisme. Les slogans « mort aux juifs » sont entendus dans les cortèges où se retrouvent militants de la cause palestinienne, antiracistes ou anti-impérialistes.

Les thèses négationnistes - à l'instar des écrits de Roger Garaudy, ancien catholique marxiste

converti à l'islam - ont permis la Suite page 20. ● ●





Cérémonie d'hommage aux victimes de la prise d'otages d'athlètes israéliens lors des Jeux olympiques de Munich, en septembre 1972.



Du «peuple déicide» aux «frères aînés dans la foi»

— Si on trouve un antisémitisme païen bien avant l'apparition du christianisme, l'antijudaïsme chrétien a prospéré pendant des siècles, jusqu'au tournant du concile Vatican II.

Comment le christianisme, fondé sur l'enseignement, la personne et la vie d'un juif, fils d'une juive, dont les premiers disciples étaient juifs, fut-il pendant des siècles responsable de ce que l'historien Jules Isaac a appelé « l'enseignement du mépris » vis-à-vis des juifs?

Longtemps considéré comme « déicide », responsable de la crucifixion du Christ, le peuple juif fut aussi souvent vu par les chrétiens comme maudit. «La destruction du Temple et la dispersion des juifs ont été considérées comme les châtiments dus au refus du Christ, de la part du peuple élu, désormais errant jusqu'à la fin des temps », résume le père Louis-Marie Coudray, directeur du Service national pour les relations avec le judaïsme de la Conférence des évêques de France. Pourtant, saint Paul luimême affirme dans son Épître aux Romains que Dieu n'a « pas rejeté son peuple» et que «les dons gratuits de Dieu et son appel sont sans repentance».

Malgré cela, dès les premiers siècles de notre ère naît un antijudaïsme chrétien, du besoin des premiers chrétiens de se différencier des juifs. «Pour les chrétiens, la jalousie à l'égard d'Israël a très vite pris la forme de la revendication d'héritage. Éliminer l'autre si proche et pourtant si différent!», décryptait le cardinal Lustiger (1). Si le magistère catholique n'emploie presque jamais le terme de « déicide » (seule mention, un paragraphe du concile de Trente au XVI^e siècle qui réfute la thèse du peuple déicide), les sermons de saint Jean Chrysostome au IVe siècle martèlent l'idée que ce « peuple de chiens », « à la nuque raide», dont les synagogues sont

des «tanières de bêtes impures», est collectivement responsable de la mort du Christ. «Il s'agissait de convaincre les fidèles de ne pas participer aux fêtes juives, alors qu'une convivialité existait alors entre juifs et chrétiens d'Antioche et que ces derniers se rendaient volontiers à la synagogue», explique Jacqueline Cuche, présidente de l'Amitié judéo-chrétienne de France. Une théologie de la substitution, selon laquelle l'Église remplace Israël dans une nouvelle alliance avec Dieu, se répand chez les chrétiens, nourrissant cet antijudaïsme alimenté par ailleurs par certains textes du Nouveau Testament.

À l'époque médiévale se propage le mythe, déjà existant dans l'Antiquité, de meurtres rituels dont se rendraient coupables les juifs. On peut noter que le Saint-Siège se tient la plupart du temps à l'écart de ces rumeurs. Ainsi, alors que de nombreuses accusations attribuant des meurtres rituels à des juifs proviennent des pays germaniques, le pape Innocent IV s'insurge contre ces « machinations scélérates » par une bulle envoyée aux évêques allemands. Cependant, certains enfants dont l'assassinat est attribué à des juifs bénéficient d'une vénération publique, comme le petit Simon de Trente, disparu en 1475. Cette affaire, qui entraînera 15 exécutions dans la petite communauté juive de la ville, sera reconnue comme frauduleuse en 1965 par la Congrégation pour la cause des saints.

L'historien Carol Iancu décrit une attitude ambivalente des chrétiens médiévaux à l'égard des juifs, entre reconnaissance pour avoir donné un Dieu unique, le livre des livres et les apôtres, et un ressentiment pour leur résistance à l'Évangile. Certes, ils peuvent la plupart du temps s'établir en terre chrétienne, avec parfois même une protection particulière. Mais on leur impose le ghetto, un signe distinctif (la rouelle) accompagné d'un impôt, un serment infamant (2), et on leur interdit de posséder et travailler la terre, les cantonnant aux métiers médicaux ou de commerce, entretenant ainsi l'image du juif errant et cupide.

L'antisémitisme moderne se distingue toutefois nettement de l'« enseignement du mépris » tenu par l'Église pendant des siècles : la haine n'est plus de nature religieuse, mais raciale. Mais, selon Jacqueline Cuche, « les siècles d'antipudaïsme religieux qui ont précédé l'antisémitisme né au XIX^e siècle ont permis à celui-ci de faire des ravages ». En pleine affaire Dreyfus, La Croix se proclame fièrement « le journal le plus antijuif de France »...

L'antisémitisme moderne se distingue toutefois nettement de «l'enseignement du mépris» tenu par l'Église pendant des siècles : la haine n'est plus de nature religieuse mais raciale.

Il faudra attendre 1938 pour qu'un pape condamne sans ambages l'antisémitisme, «insupportable». «Nous sommes spirituellement des Sémites», affirme Pie XI, à l'orée de la Seconde Guerre mondiale. La même année, Jacques Maritain décrit l'antisémitisme comme «une insulte à la religion chrétienne». Mais, alors que le «statut des juifs» est mis en place en France en 1940, ce n'est qu'en 1942 que des évêques élèvent publiquement la voix contre les persécutions les visant.

Après la guerre, dans la sidération de la Shoah, se tient la conférence de Seelisberg, en Suisse. Soixante-dix protestants, catholiques et juifs se penchent sur l'enseignement religieux chrétien concernant les juifs, et publient un texte en 10 points qui insiste notamment sur le fait que le même Dieu parle dans l'Ancien et le Nouveau Testament, que le précepte fondamental du christianisme – celui de l'amour de Dieu et du prochain – se trouve déjà l'Ancien Testament... Ces 10 points de Seelisberg, approuvés par le Vatican et par le Conseil œcuménique des Églises, ont inspiré la réflexion du concile Vatican II sur le judaïsme. Celle-ci se formalise dans la déclaration Nostra Aetate en 1965, qui affirme que le peuple juif n'est pas responsable de la mort de Jésus et que l'Église ne se substitue pas au peuple d'Israël dans l'alliance avec Dieu. Depuis, les papes ont tous rappelé que l'antisémitisme est un péché et qu'être à la fois chrétien et antisémite est incompatible. Devant la communauté juive d'Allemagne, le 17 novembre 1980, Jean-Paul II parle ainsi du « peuple de Dieu de l'ancienne Alliance, qui n'a jamais été révoquée ». « Vous êtes nos frères préférés et, d'une certaine manière, on pourrait dire nos frères aînés », affirme le même pape en 1986 dans un discours à la synagogue de Rome.

Cependant, s'il n'existe plus au niveau institutionnel d'antijudaïsme chrétien, «on retrouve encore dans certains milieux catholiques des préjugés sur les juifs », regrette Louis-Marie Coudray, qui y voit la persistance d'un «marcionisme latent », du nom de cette hérésie des premiers siècles niant le lien du christianisme avec l'Ancien Testament.

Clémence Houdaille

(1) Allocution du 20 octobre 1998 en la synagogue Sutton Place à New York (États-Unis).

(2) Lorsqu'ils prêtent le more judaico, les juifs doivent, selon les régions et les époques, l'accompagner de gestes obscènes ou humiliants, comme porter une couronne d'épines, se tenir sur une peau de truie ensanglantée, ou se tenir sur un trépied et payer une amende à chaque chute.

Marche silencieuse en souvenir de Mireille Knoll, tuée à 85 ans dans son appartement parisien en 2018.

Marie-Paola Bertrand-Hillion/ABC





• • • Suite de la page 18.

construction de sombres syllogismes: il fallait l a Shoah pour justifier la création d'Israël et neutraliser les critiques. Mais comme la Shoah est une invention, alors rien ne légitime l'existence de cet État. Ou encore: les Palestiniens sont devenus les juifs de 1939. Donc les Israéliens sont les nazis d'aujourd'hui...

En 2002, le chercheur Pierre-André Taguieff publie le livre La Nouvelle Judéophobie. Il y analyse une «banalisation» des incidents antijuifs provoqués lors de ces manifestations. Plus largement, il dénonce un discours d'une partie de la gauche dans lequel la cause du migrant, en particulier musulman, a remplacé celle du prolétaire, et fait d'Israël la source de tous les maux. «Il y a eu une forme de cécité à gauche sur la vraie nature d'un antisémitisme qui ne se base plus sur une race, mais qui se confond avec un mouvement social », résume Danny Trom.

«L'antisémitisme comme l'antisionisme sont des attitudes cohérentes entre elles, mais qui concernent le plus souvent des individus différents.»

L'idée que l'antisionisme nourrit la haine des juifs doit toutefois être relativisée, comme le montre une étude Ipsos réalisée en 2017 pour la Fondation du judaïsme français: si 42% des Français ont une perception négative d'Israël, ce score monte à 48% dans l'électorat d'extrême droite et 58 % au sein de la gauche radicale (PCF, La France insoumise et extrême gauche). Mais, alors que l'adhésion aux préjugés antisémites est très forte à l'extrême droite, elle l'est beaucoup moins parmi les sympathisants de gauche. Exemple: le stéréotype selon lequel les juifs auraient beaucoup de pouvoir est approuvé par 63 % des premiers contre seulement 46 % des seconds (52 % pour l'ensemble des Français). «L'antisémitisme comme l'antisionisme sont des attitudes cohérentes entre elles, mais qui concernent le plus souvent des individus différents», conclut Ipsos.

_ Islam

Pour les Français juifs, la menace vient aujourd'hui essentiellement du monde arabo-musulman. Le terrorisme islamique a marqué cette dernière décennie, avec l'assassinat de quatre personnes dont trois enfants à l'école Ozar Hatorah à Toulouse, en 2012, ou la prise d'otages de l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes en 2015 qui fit là aussi quatre victimes. Outre l'horreur des événements, c'est l'onde de choc qui produit de l'angoisse. Chaque attentat commis est suivi de multiples répliques dans les semaines qui suivent. Après l'attaque de l'école de Toulouse, 90 actes antisémites ont été recensés en dix jours. Les assassinats de deux retraitées à Paris, Sarah Halimi en 2017 et Mireille Knoll en 2018, pour lesquels le caractère antisémite a été retenu, témoignent de l'impact de l'actualité terroriste sur des esprits faibles ou malades (2). «L'attentat, ce n'est plus simplement être au mauvais moment au mauvais endroit, mais cela peut arriver tous les jours, dans notre vie privée, témoigne Marc Knobel, directeur des études du Crif. Nous sommes ciblés, on a peur pour nos enfants, pour nos vieux.»

Dans les quartiers et les villes où vit une importante population musulmane, beaucoup de familles juives ont décidé de déménager ou d'inscrire leurs enfants dans des établissements privés. D'après l'Observatoire du Fonds social juif unifié (FSJU), sur les 100 000 enfants juifs scolarisés, un premier tiers le sont désormais en écoles juives, un autre tiers dans le réseau public et un tiers dans des établissements privés sous contrat, laïcs et catholiques. «Lorsqu'on a dit qu'il n'y avait plus d'élèves juifs en Seine-Saint-Denis, certains ont voulu démontrer par quelques cas que c'était faux, explique Francis Kalifat. Pourtant le résultat est bien là, la Seine-Saint-Denis s'est vidée de sa population juive.»

En 2002 paraît l'ouvrage collectif Les Territoires perdus de la République dénonçant l'emprise du communautarisme musulman sur des établissements où il n'est plus possible d'enseigner la Shoah, où des professeurs juifs sont pris à partie. L'ouvrage provoquera une double polémique, sur l'omerta supposée de l'institution scolaire, et sur la nature de cet antisémitisme « culturel » des Français musulmans.

Enseignant depuis vingt ans dans le même collège de Saint-Denis, Iannis Roder est un acteur de terrain et un expert, membre du Conseil des sages de la laïcité de l'éducation nationale, et de la Fondation pour la mémoire de la Shoah. «La prise de conscience a été lente, reconnaît le professeur d'histoire. Il y a vingt ans, à gauche, on était inaudible. Les gamins étaient des victimes sociales et post-coloniales, le mot antisémite n'entrait pas dans le logiciel. Maintenant, les grands médias et les politiques ont compris, même s'il reste encore des intellectuels qui minimisent cette réalité.»

Des décisions de justice incomprises

La récente décision de justice de ne pas poursuivre le prévenu dans le meurtre de Sarah Halimi, tuée en avril 2017, en raison de son «irresponsabilité pénale» (1), suscite dans la communauté juive une émotion qui ne retombe pas, après les manifestations de protestation dimanche 5 janvier. Pour Haïm Korsia, grand rabbin de France, la décision de ne pas juger l'assassin entraîne « une grave rupture de confiance » des juifs dans l'institution judiciaire qui peine à reconnaître la spécificité des violences dont ils sont la cible. Alors que des statistiques sur les actes antisémites sont établies chaque année par le ministère de l'intérieur, la chancellerie ne rend pas compte du nombre d'affaires traitées. Les magistrats rechigneraient à retenir, dans la qualification d'agressions, l'antisémitisme comme une circonstance aggravante. Le grand rabbin s'inquiète du danger que représente « la non prise en considération de l'antisémitisme par la justice », insistant sur son rôle qui est, à défaut de réparer, « de cautériser les plaies ».

(1) Les parties civiles ont décidé de se pourvoir en cassation.

Le think tank Fondapol publie en 2017 une enquête reposant sur une série d'entretiens qualitatifs menés auprès de musulmans. Il en ressort qu'aucune des personnes interrogées ne se revendique d'une idéologie clairement constituée mais que l'antisémitisme relève du «bricolage identitaire», comme l'analyse l'universitaire Mehdi Ghouirgate. Clichés véhiculés dans les familles, affirmations floues puisées sur Internet alimentent des propos virulents sur les juifs, plus qu'une réflexion politique sur la situation au Proche-Orient ou des références au Coran qu'ils ignorent. Chez les jeunes générations, surtout, «la prise de position contre Israël ou encore l'hostilité déclarée aux juifs constituent, entre autres, des marqueurs d'une identité musulmane en devenir», souligne Mehdi Ghouirgate.

« Ces études confirment ce que je vois en classe depuis des années, témoigne Iannis Roder. Une vision communautaire des rapports sociaux de plus en plus forte. Il y a les juifs, les Français, et les musulmans... Tout doit rentrer dans une case. L'identité est en crise chez ces gamins qui ne savent au fond plus qui ils sont. »

Loin de se limiter au monde scolaire, ces vents mauvais ont aussi gagné le monde universitaire. En octobre 2018, une étudiante juive de Bobigny (Seine-Saint-Denis) porte sur la place publique les blagues de plus en plus stigmatisantes dont elle est la cible et porte plainte. La jeune fille a depuis changé d'université et ne souhaite plus communiquer. La présidente de l'Union des •••

Un policier posté devant l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes à Paris, quelques jours après l'attentat du 9 janvier 2015. Eric Feferberg/AFP



Dieudonné et Alain Soral arrivent au procès du second, jugé en mars 2015 pour s'être fait photographier à Berlin devant le mémorial dédié aux juifs assassinés en Europe, alors qu'il faisait le geste de la « quenelle ». Xavier De Torres/Hans Lucas



Remerciements

Au cours de cette enquête, nombre de chercheurs et spécialistes nous ont aidés, même s'ils ne sont pas tous cités dans ces pages. Nous remercions pour leur aide et leur disponibilité Elzbieta Amsler, Jean-Yves Camus, Bruno Charmet, le père Louis-Marie Coudray, Jacqueline Cuche, Élise Fajgeles, Renée Fregosi, Thomas Maineult, Marie-Anne Matard-Bonucci, Freddy Raphaël, Iannis Roder, Perrine Simon-Nahum, Daniel Sibony, Danny Trom, Michel Wieviorka.

Noémie Madar, explique que cette affaire a provoqué d'autres témoignages similaires. « Cela a mis en lumière le problème des étudiants juifs isolés et qui se taisent. Beaucoup nous ont raconté la même histoire, ils préfèrent dissimuler leur identité juive de peur d'être ostracisés. »

Ces différents antisémitismes contemporains pouvaient, jusqu'à des temps encore récents, évoluer dans leur propre sphère. Mais le développement d'Internet leur a donné depuis les années 2000 une caisse de résonance commune. Les théories conspirationnistes et fausses informations s'y développent et aucun tabou ne résiste au flot des opinions transgressives. La condamnation du « système », la dénonciation des « élites » sont des procédés rhétoriques qui ciblent les mêmes ennemis: les puissants et les riches... Et donc les juifs, puisqu'ils sont les deux à la fois! «Le culte de l'ins-

tantanéité, de l'expression et de la diffusion illimitées favorise la post-vérité et les fake news », analyse le sociologue Michel Wieviorka. Il y a une demande de liberté d'expression totale et l'antisémitisme, parce qu'il est puni par la loi, représente un obstacle qui alimente la haine des juifs. Dans le monde de l'édition, les récentes publications d'écrits de Céline, de Rebatet ou encore de Mein Kampf, ou le passé antisémite de l'écrivain Yann Moix qui fit scandale à la rentrée, révèlent aussi cette «fascination pour la transgression qui marque la culture de l'époque », assure Michel Wieviorka.

Deux personnages, Alain Soral et Dieudonné, sont devenus les principaux diffuseurs de la haine antisémite en France. Le premier anime Égalité et Réconciliation, l'un des sites politiques les plus consultés. Il y vend des BD ou livres négationnistes, ou bien encore diffuse des vidéos sur lesquelles, à titre d'exemple, on l'entend traiter le Panthéon de « déchetterie casher ». Le deuxième,

Suite page 22. • • •

Antisionisme, un sujet politique inflammable

L'Assemblée nationale a voté une résolution affirmant que l'antisionisme peut être une forme d'antisémitisme. L'initiative divise au sein même de la majorité.

L'Assemblée nationale a adopté, le 3 décembre 2019, une proposition de résolution LREM sur l'antisémitisme, soutenue par le gouvernement mais qui a provoqué une forte opposition au sein même de la majorité.

À l'initiative de Sylvain Maillard, président LREM du groupe d'études « antisémitisme » de l'Assemblée, cette résolution reprend la définition de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (Ihra), déjà validée par le Parlement européen et 16 pays de l'Union européenne: «Les manifestations rhétoriques et physiques de l'antisémitisme visent des individus juifs ou non et/ou leurs biens, des institutions communautaires et des lieux de culte. » Les termes choisis sont suffisamment larges pour viser certaines idées ou actions anti-israéliennes. Dans l'exposé des motifs de la résolution, il est précisé: « Cette définition permet de qualifier d'antisémites les attaques antisionistes motivées par la haine

de juifs, elle ne reconnaît pas comme antisémites les critiques à l'égard des politiques menées par l'État d'Israël.»

Nombre d'élus LREM et MoDem ne comprennent pas un texte ambigu, une approche qui conduit à hiérarchiser les discours de haine.

Ce texte n'est pas contraignant mais a une double portée. D'un point de vue symbolique, il permet de « mettre des mots sur ce qu'est le nouvel antisémitisme », assure Sylvain Maillard, évoquant des manifestations pro-palestiniennes où l'on entend des « morts aux sionistes ». D'un point de vue pratique, il doit permettre de donner des instructions aux policiers et magistrats ou encore de former les enseignants. En séance, le ministre de l'intérieur, Christophe Castaner, a salué un «outil opérationnel fort ».

Mais, politiquement, l'initiative a profondément divisé les élus. La droite et la gauche ont trouvé là l'occasion de réaffirmer les positions clivantes sur la question israélienne. Éric Coquerel, pour La France insoumise, estime que cette définition vise à interdire des campagnes de boycott de produits israéliens, qui sont l'expression d'une «critique radicale et légitime » de la politique de ce pays. «L'islam politique qui tue en Israël est le même que celui qui tue en France: c'est la réalité mais vous ne voulez pas l'avouer », lui rétorque Meyer Habib (UDI).

Sans aller si loin, nombre d'élus LREM et MoDem ne comprennent pas un texte ambigu, une approche qui conduit à hiérarchiser les discours de haine, en donnant un statut à part à l'antisémitisme. En réponse à ces critiques, Gilles Le Gendre, président du groupe LREM, a annoncé la création d'une prochaine mission d'information « sur l'émergence de nouvelles formes de racisme et de discrimination ». Le texte a finalement été adopté par seulement 154 voix. Si 84 députés LREM l'ont voté, 26 se sont prononcés contre et 22 se sont abstenus. Traduction d'une défiance inédite dans la majorité.

Bernard Gorce

Un homme attend d'être autorisé à entrer dans la synagogue de Sarcelles, peu après que celle-ci a été la cible d'un assaut de militants pro-palestiniens, en juillet 2014. Capucine Granier-Deferre/The N.Y.T./Redux/REA



● ● ● Suite de la page 21.

inventeur de la sinistre « quenelle », sorte de salut nazi inversé, avait notamment fait monter sur scène Robert Faurisson pour l'un de ses spectacles.

Les deux hommes ont été poursuivis à de multiples reprises en justice, grâce à la ténacité des associations. Une quinzaine de condamnations depuis 2014 pour Soral dont quatre peines de prison ferme prononcées en 2019. Presque autant pour Dieudonné qui n'a écopé au maximum que de prison avec sursis. Cernés sur le terrain judiciaire, Soral et Dieudonné ont pourtant largement contribué à banaliser dans les esprits un antisémitisme primaire. Au printemps 2019, lors d'un rassemblement national d'étudiants d'Instituts d'études politiques, une soirée arrosée a été l'occasion de slogans nazis et négationnistes. « Une banalisation du mal inacceptable » que condamne Gabriel Eckert, directeur de l'Institut d'études politiques de Strasbourg, dont les étudiants ont été mis en cause. La justice a été saisie.

Cette désinhibition trouva aussi à s'exprimer lors du mouvement des «gilets jaunes». Gestes nazis, tags sur des devantures de magasins, banderoles antisémites visant le président Macron. De nombreux élus de la majorité et des journalistes ont été insultés sur ce même registre. La dégradation du climat social fait craindre à certains observateurs une convergence des antisémitismes. «Il y a un risque qu'ils s'additionnent, qu'ils s'amalgament », redoute le préfet Frédéric Potier. «Le juif coagule toutes les haines de la société, estime pour sa part le grand rabbin Korsia. Antisémitisme d'extrême droite ou d'extrême gauche, tout cela s'entretient. » En janvier, à Paris, le philosophe Alain Finkielkraut a été agressé par un gilet jaune. «Sale sioniste, rentre chez toi », hurle l'homme. Converti à un islam rigoriste, son profil n'est certainement pas représentatif des manifestants. Mais la scène interpelle, de même que la passivité d'un grand nombre de témoins. Danny Trom s'interroge sur la jonction possible de deux populismes qui alimentèrent le soulèvement des banlieues de 2005 et celui de la France périphérique, en 2018. «Ces deux mouvements ne se rejoignent pas mais ils ont entre eux un point commun, c'est la haine des juifs », résume-t-il.

Retour à Sarcelles

Mercredi 16 octobre, la communauté juive de Sarcelles (Val-d'Oise) se rassemble pour la fête de Souccot. Des canisses en osier couvrent la cour intérieure transformée, selon la tradition, en «cabane». Les familles viennent y prendre leur repas. Certains dorment sur place. Ce jour-là, la communauté accueille une délégation de jeunes de cités voisines, parmi lesquels plusieurs portant un voile. La présidente de l'UEJF, qui organise tous les ans ces «souccas ouvertes» dans les synagogues du pays, est venue présenter l'enjeu de la rencontre. Se connaître, ouvrir les lieux à des personnes qui n'auraient jamais osé pousser la porte. «Au début je n'ai pas voulu venir, explique une jeune femme coiffée d'un foulard fuchsia. Finalement je ne regrette pas. » Avec Raphaël, étudiant en gestion qui anime la table, les échanges portent sur les rites et les pratiques. « Vous vous tournez dans une direction particulière pour prier?», lui demandet-on. La rencontre se prolonge par une visite de la salle de prière.

Une initiative toute simple mais qui prend des allures d'exploit, quand on connaît l'histoire récente de Sarcelles. En juillet 2014, la synagogue a vu déferler, depuis la gare de RER, des centaines de manifestants pro-palestiniens qui, munis de cocktails Molotov, tentèrent de prendre d'assaut le lieu de culte. Les scènes d'émeute ont traumatisé pour longtemps les membres de la communauté, comme en témoigne Elie Tubiana, l'un de ses responsables. «Il y a trente ans, on vivait tous ensemble. À l'école, j'avais des copains arabes. C'est devenu difficile. Aujourd'hui, on a du mal à fixer les jeunes ici », témoigne ce père de six enfants. Ce que nous confirme Raphaël. Il aimerait un jour, comme ses deux copains étudiants, l'un en fac dentaire, l'autre dans l'intelligence artificielle, partir habiter dans la capitale. «C'est une marque de réussite, dit Raphaël. Et je ne me verrais pas élever mes enfants ici, à Sarcelles. » Cette ville où vivent toujours 12 000 juifs conservera-t-elle encore longtemps le joli surnom de «petite Jérusalem»?

Bernard Gorce et Clémence Houdaille

(1) Les travaux de réfection de sépultures doivent commencer en février.
(2) Le 19 décembre 2019, la justice a déclaré « pénalement irresponsable » Kobili Traoré, le meurtrier de Sarah Halimi qui avait crié « Allah akbar » au moment des faits, « en raison d'un trouble psychique ». L'un des deux suspects de l'assassinat de Mireille Knoll est accusé par son complice d'avoir agi par antisémitisme.

à lire

Les Mythes fondateurs de l'antisémitisme. De l'Antiquité à nos jours, de Carol Iancu, Privat (édition revue et augmentée), 2017, 18,50 €.

L'Énigme antisémite, de Daniel Sibony, Seuil, 2004, 14,20 €.

L'Antisémitisme expliqué aux jeunes, de Michel Wieviorka, Seuil, 2014, 8 €.

Philosophie de l'antisémitisme, de Michaël Bar-Zvi, préface de Pierre-André Taguieff, Les provinciales, 2019, 20 €.

Les Juifs d'Alsace et de Lorraine. De 1870 à nos jours, de Freddy Raphaël, Éd. Albin Michel, 2018, 7,90 €.

Les Relations entre Juifs et Chrétiens, Compendium, coédition Bayard, Cerf, Mame, 2019, 22 €.

L'Église catholique et les Juifs. Du mépris à l'estime, Tomes 1 et 2, de Thérèse Hebbelink, Domuni Presse, 2018, 35 € le tome.

Le Crif publie dans sa collection « Les études du Crif »
d'excellents dossiers. Citons
notamment une réflexion sur
l'enseignement de la Shoah et
ses limites, de Iannis Roder
(N° 53, avril 2019, « La fin
d'une illusion »). Une analyse
sur l'histoire récente de l'antisémitisme de Marc Knobel
(N°54, juillet 2019, Quarante
ans d'histoire d'une propagande de haine et d'antisémi-

tisme). À lire sur le site www.crif.org

La revue Sens, publiée par l'Amitié judéo-chrétienne de France, consacre son dernier numéro (novembre-décembre 2019) à «La mémoire juive

du christianisme».

MICHAEL BAR-ZVI

HII OSOPHIE

L'Association Alarmer a été créée en janvier 2019 par l'universitaire Marie-Anne Matard-Bonucci pour mobiliser l'enseignement et la recherche sur l'antisémitisme et le racisme. (alarmer.org)